

Un camp pour 5.000 demandeurs d'asile congolais à Bujumbura

PANA, 07/05/2009 Bujumbura, Burundi - Le bureau local du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé, jeudi, l'aménagement, en cours, d'un 4^eme camp pouvant accueillir jusqu'à 5.000 nouveaux demandeurs d'asile en provenance de la RD Congo voisine, à Ruyigi, une province du Sud-Est du Burundi. Le flot de réfugiés congolais fuyant l'insécurité dans l'Est de leur pays ne tarit pas depuis 2003 et on estime actuellement à 27.000 le nombre de personnes réparties dans trois camps d'accueil à Ngozi et Muyinga, dans le Nord du Burundi et Mwaro, plus au centre du pays, a fait savoir le représentant du HCR au Burundi, Bo Shack, lors d'une conférence de presse à Bujumbura.

Quelque 9.000 autres réfugiés congolais dits "urbains" vivent de manière dispersée à Bujumbura, la capitale du Burundi, selon la même source. "Des tractations sont en cours et visent à mettre sur pied une commission tripartite entre le Burundi, la RDC et la HCR pour voir comment rapatrier les milliers de réfugiés congolais, une fois que les conditions de sécurité internes au pays d'origine seront réunies", a encore fait savoir M. Bo Shack. Le Burundi s'apprête, à son tour, à accueillir quelque 50.000 de ses derniers réfugiés encore bloqués en Tanzanie voisine au cours de l'année 2009, à en croire toujours le responsable du HCR. La campagne de rapatriement volontaire et assisté dure depuis 2002 et a permis à ce jour de ramener au bercail près de 400.000 réfugiés burundais. Entre 160.000 et 170.000 autres réfugiés burundais de longue date (1972) ont choisi la naturalisation en Tanzanie voisine, a fait savoir le responsable du HCR. Un petit nombre d'autres réfugiés burundais, au nombre de 5.000, sont attendus prochainement au bercail en provenance du Rwanda voisin, a-t-il poursuivi. Le rapatriement massif des réfugiés ne va pas sans causer de souci de réinstallation et d'insertion dans le milieu d'origine et le représentant du HCR a fait état de 300.000 dollars US qui ont été octroyés par l'agence spécialisée des Nations unies à la Commission nationale des terres et autres biens pour lui permettre de mieux régler les litiges fonciers les plus préoccupants qui surviennent souvent entre les rapatriés et les sédentaires. Au Burundi, les conflits fonciers pendants devant les cours et tribunaux représenteraient plus de 85% de l'ensemble des dossiers judiciaires du pays, a-t-il rappelé à la fin. Ce genre de conflits, dans un pays exigu et à grande vocation agricole, se terminent parfois dans le sang. L'explosion d'une grenade a encore ainsi fait 4 morts dans une même famille dans un règlement de comptes entre frères, sur fond de litige foncier, dans la nuit de mercredi à jeudi, dans la province de Bujumbura-Rural, frontale de la capitale burundaise, a-t-on appris de source administrative.